

# La dette de consommation au Québec et au Canada

par : James O'Connor  
Direction des statistiques sur les industries

## INTRODUCTION

- La croissance de l'endettement à la consommation au Québec et au Canada entre 1984 et 1997 s'est réalisée surtout sous l'effet d'une baisse du revenu disponible moyen des ménages, plutôt que sous celui de la croissance des dépenses.
- L'endettement à la consommation des Québécois est inférieur à celui de l'ensemble des Canadiens. Ces derniers s'appuient cependant sur un revenu disponible moyen des ménages supérieur à celui des Québécois.
- La baisse du revenu disponible moyen des ménages entre 1984 et 1997 témoigne du fait que le nombre des ménages au Québec et au Canada s'est accru plus rapidement que le revenu personnel disponible total. Des modifications survenues dans la composition des ménages sont responsables en bonne partie de ce phénomène.
- On note un accroissement du crédit à la consommation attribuable à l'achat de biens non durables.
- Les variations de l'indice d'endettement et du revenu disponible moyen des ménages sont apparues de façon plus prononcée et plus subite au Québec que dans l'ensemble du Canada. Une sensibilité plus grande de l'économie québécoise à des taux d'intérêt à la hausse ne serait pas étrangère à ce phénomène.

## UN INDICE D'ENDETTEMENT À LA CONSOMMATION MOINS ÉLEVÉ POUR LES QUÉBÉCOIS

La dette de consommation des Québécois (excluant la dette hypothécaire) s'élève en 1997 à 26,0 milliards de dollars, contre 138,4 milliards de dollars pour l'ensemble des Canadiens. Les Québécois sont donc responsables de 18,8 % du crédit à la consommation consenti aux Canadiens par les institutions financières, alors que le revenu personnel disponible des Québécois représente 22,5 % de celui de l'ensemble de la population canadienne. Par ailleurs, la dette de consommation moyenne des ménages au Québec à la fin de 1997 s'élève à 8 477 \$ en regard d'un revenu personnel disponible moyen de 38 414 \$; au Canada, ces montants sont respectivement de 11 952 \$ et de 45 225 \$.

L'indice d'endettement à la consommation, qui met en rapport le niveau d'endettement et le revenu personnel disponible, s'élève en 1997 à 22,1 % au Québec, comparativement à 26,4 % au Canada.

Lorsque l'indice d'endettement à la consommation s'élève, il indique que la dette de consommation augmente plus rapidement que le revenu personnel disponible. Le revenu personnel disponible est utilisé ici à titre d'indicateur de la capacité de payer de la population prise dans son ensemble. L'indice ne rend pas compte cependant du fait que plus le revenu personnel disponible d'un ménage est élevé, plus sa marge de manœuvre sera importante face à une dette croissante. Les dépenses incompressibles d'un ménage dont le revenu est supérieur à la moyenne représentent une part relativement moindre du budget, alors que les avoirs financiers et matériels seront généralement supérieurs à la moyenne. Il est à noter à ce sujet que le revenu personnel inclut l'ensemble des salaires, honoraires et revenus de placements, mais exclut les gains de capitaux. Or, il appert qu'au cours des trois dernières années, les revenus gouvernementaux issus de

l'impôt fédéral et provincial sur le revenu des particuliers se seraient accrus de 21,5 % au Canada, alors que le revenu personnel (avant impôt) n'a augmenté que de 8,7 % (dollars courants). En plus de la progressivité de l'impôt sur le revenu et de la non-indexation des tables d'imposition et des exemptions person-

nelles, la croissance élevée des actifs financiers des Canadiens serait aussi responsable de cette situation. Au Québec, l'impôt fédéral et provincial sur le revenu des particuliers s'est accru de 16,3 % au cours des trois dernières années, alors que le revenu personnel augmentait de 6,8 %

## **ÉVOLUTION DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION AU QUÉBEC**

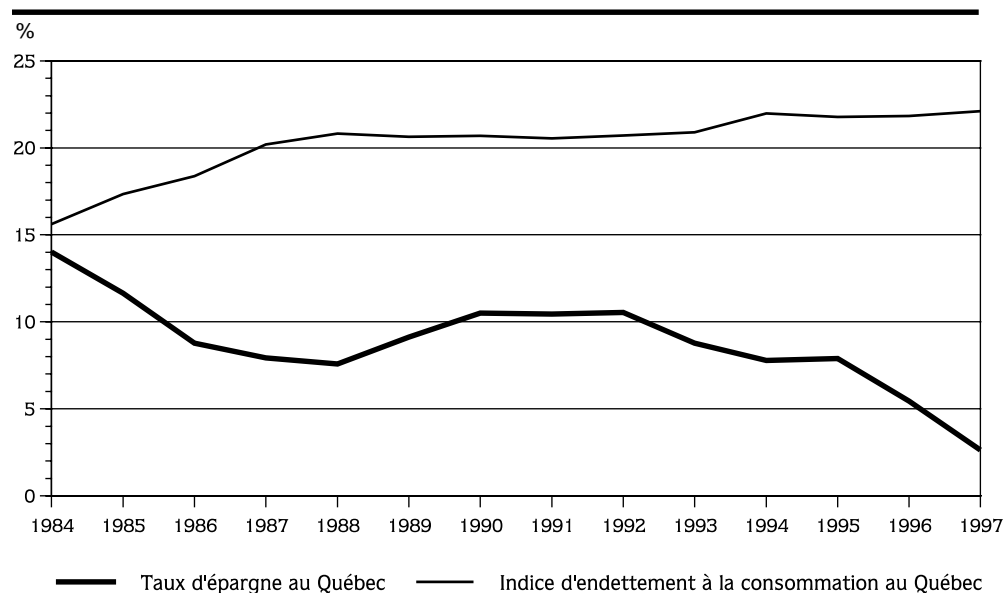
De 1984 à 1997, le crédit à la consommation consenti aux Québécois, en dollars constants de 1992, progresse à un rythme annuel moyen de 3,9 %, en regard d'une progression de 2,4 % des dépenses personnelles et de 1,1 % du revenu personnel disponible. L'indice d'endettement à la consommation, sous l'effet d'une croissance du crédit à la consommation supérieure au revenu personnel disponible, passe de 15,6 % en 1984 à 22,1 % à la fin de 1997.

L'indice d'endettement à la consommation aurait connu une hausse encore plus élevée à certains moments durant cette période, si ce n'était du fait que le taux d'épargne enregistré au Québec a rapidement chuté au début et à la

fin de la période 1984-1997. Ce phénomène a réduit la demande de crédit nécessaire pour couvrir la croissance des dépenses de consommation, lorsque celle-ci excédait la croissance du revenu personnel disponible. Le taux d'épargne chute en effet de 14,0 % à 11,7 % entre 1984 et 1985, pour ensuite atteindre 8,8 % en 1986. Par la suite, il fluctue dans une fourchette de 7,6 % à 10,5 % entre 1986 et 1995. Le taux d'épargne au Québec en 1995, qui se situe à 7,9 %, chute à 5,4 % en 1996 pour atteindre 1,5 % en 1997.

C'est plus particulièrement entre 1984 et 1988 que l'indice d'endettement à la consommation augmente le plus rapidement en passant de 15,6 % à 20,8 %. Cette période coïn-

Figure 1  
Indice d'endettement à la consommation et taux d'épargne au Québec,  
1984-1997



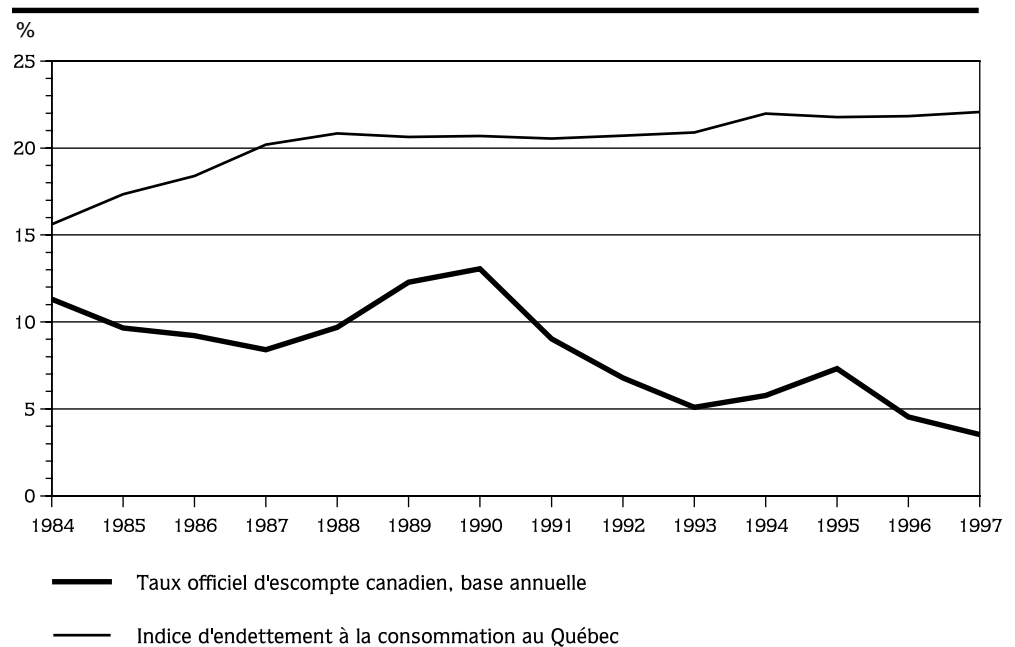
cide par ailleurs avec la progression du pourcentage des dépenses personnelles attribuables aux dépenses en biens durables et semi-durables qui atteignent un sommet de 25,7 % en 1988, comparativement à 24,7 % en 1984. L'indice demeure ensuite relativement stable jusqu'en 1994 où il progresse à 22,0 %, pour ensuite passer à 21,8 % en 1996 et 22,1 % en 1997.

Le ralentissement de la progression de l'indice d'endettement à la consommation observé en 1989 au Québec coïncide avec le resserrement de la politique monétaire canadienne, alors que l'on assiste à une hausse marquée du taux officiel d'escompte dont la mesure annuelle passe de 9,7 % en 1988 à 12,3 % en

1989, pour culminer à 13,1 % en 1990. La politique monétaire se relâche ensuite en 1991 et 1992, et cela jusqu'en 1995, où elle se raffermi quelque peu pour enfin permettre une diminution des taux de court terme en 1996 et 1997. La hausse des taux d'intérêt explique donc la stabilité de l'indice de 1989 à 1993 et au cours de 1995, alors qu'une certaine croissance de l'indice d'endettement à la consommation en 1994, 1996 et 1997 témoigne du relâchement de la politique monétaire.

On observe également que, suite à ces variations des taux d'intérêt, les dépenses en biens durables et semi-durables voient leur importance dans les dépenses personnelles totales

Figure 2  
Indice d'endettement à la consommation au Québec et taux officiel d'escompte, 1984-1997

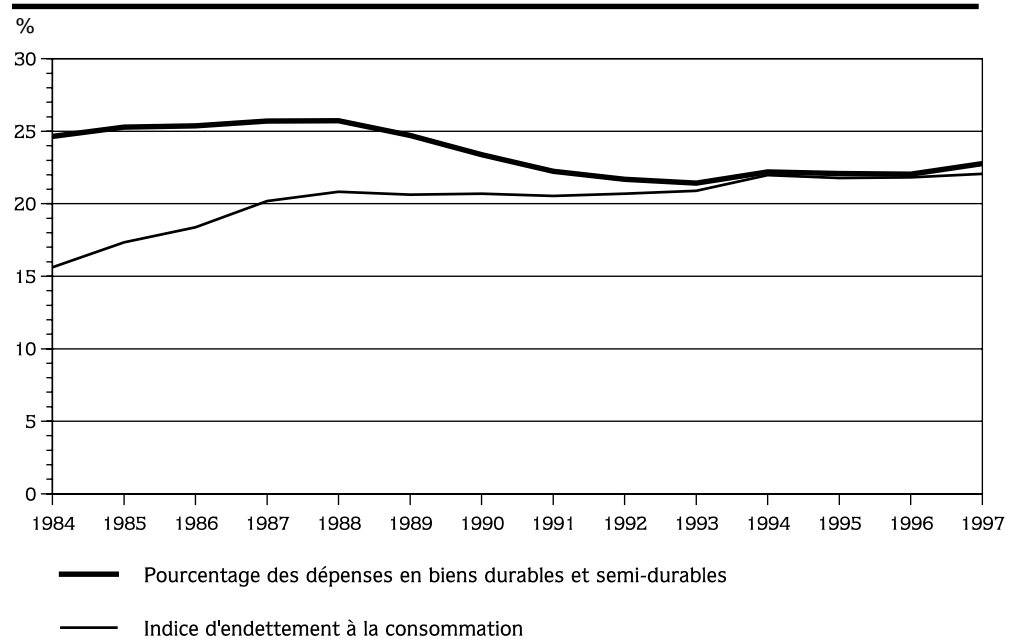


chuter de 25,7 % en 1988 à 22,2 % en 1991, et successivement à 22,7 % et 21,4 % en 1992 et 1993. Ainsi, malgré une baisse marquée du pourcentage des dépenses attribuables à l'achat de biens durables et semi-durables durant cette période, la progression en général plus rapide des dépenses personnelles par rapport à celle du revenu personnel disponible implique le maintien d'un indice d'endettement à la consommation

élevé, plutôt qu'une réduction significative de celui-ci. Il faut donc conclure que nous avons assisté durant cette période à une part croissante du crédit à la consommation attribuable au financement de l'achat de services et de biens non durables.

Une indication de ce phénomène nous est fournie par le pourcentage croissant des soldes des cartes de crédit dans le total de la

Figure 3  
Indice d'endettement à la consommation et la part des dépenses personnelles en biens durables et semi-durables au Québec, 1984-1997



dette de consommation des Québécois auprès des institutions de dépôt. Cette progression s'est maintenue de 1987 à 1995 et a été particulièrement importante entre 1992 et 1995.

À la fin de 1997, le crédit obtenu par l'usage des cartes de crédit offertes par les institutions de dépôt au Québec s'élève à 3,5 milliards de dollars, soit 15,3 % de l'ensemble du crédit à la consommation consenti par ces institutions. Au 4<sup>e</sup> trimestre de 1987, ce pourcentage s'élevait à 11,0 %. De 1987 à la fin de 1995, le taux de croissance annuel moyen du crédit à la consommation en dollars courants des institutions de dépôt s'élevait à

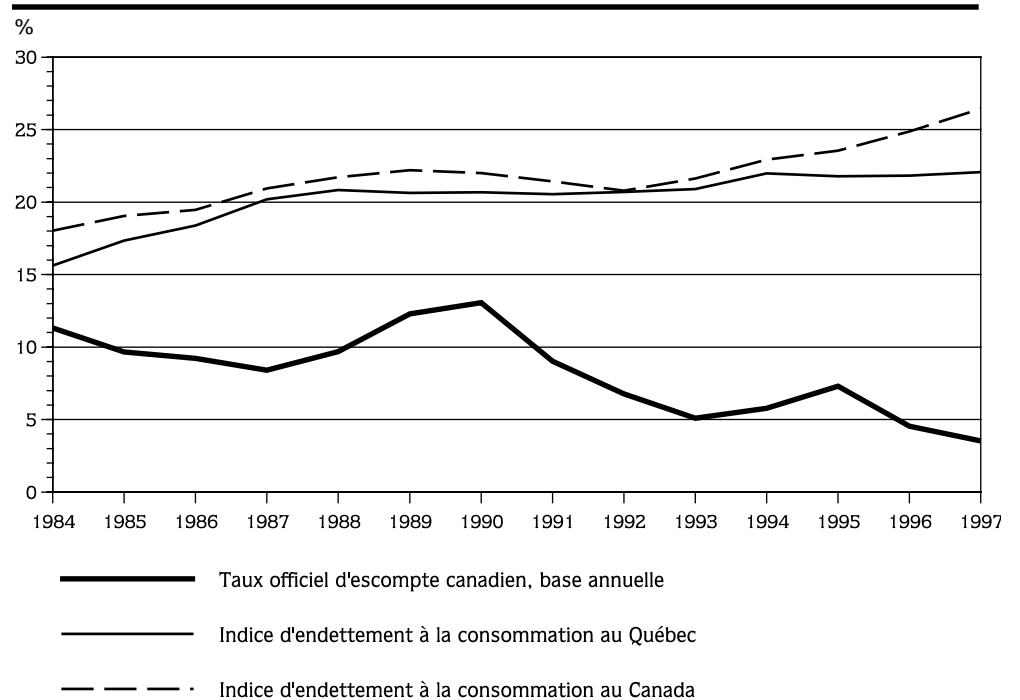
5,7 %, alors que sa composante, la carte de crédit, connaît durant cette période une croissance annuelle moyenne de 10,6 %. Un des aspects importants de ce phénomène est qu'en plus d'offrir du crédit à un coût sensiblement plus élevé que le prêt personnel conventionnel, la carte de crédit procure un crédit à taux variable et qu'à ce titre, il n'est pas à l'abri lors d'une hausse des taux d'intérêt. La croissance des soldes de cartes de crédit est freinée à 2,6 % en 1996 et connaît une baisse de 1,4 % en 1997, alors que l'ensemble du crédit à la consommation des institutions de dépôt affiche des hausses successives de 3,1 % et 1,1 % en 1996 et 1997.

### ÉVOLUTION COMPARÉE DU CRÉDIT À LA CONSUMMATION AU CANADA ET AU QUÉBEC

Le crédit à la consommation exprimé en dollars constants de 1992 s'est accru au Canada à un rythme annuel moyen de 4,6 % entre 1984 et 1997, comparativement à 1,6 % pour le revenu personnel disponible et à 2,7 % pour les dépenses personnelles. L'indice d'endettement à la consommation augmente durant cette période, passant de 18,0 % pour atteindre 26,4 % à la fin de 1997.

Au Canada, malgré une hausse annuelle moyenne du revenu personnel disponible supérieure à celle enregistrée au Québec, l'augmentation plus rapide des dépenses personnelles et du crédit à la consommation a pour effet de porter l'indice d'endettement des Canadiens à quatre points de pourcentage de plus que celui des Québécois en 1997, alors qu'en 1984, il n'était que de deux points au-dessus du niveau enregistré au Québec.

Figure 4  
Indice d'endettement à la consommation au Québec et au Canada, 1984-1997



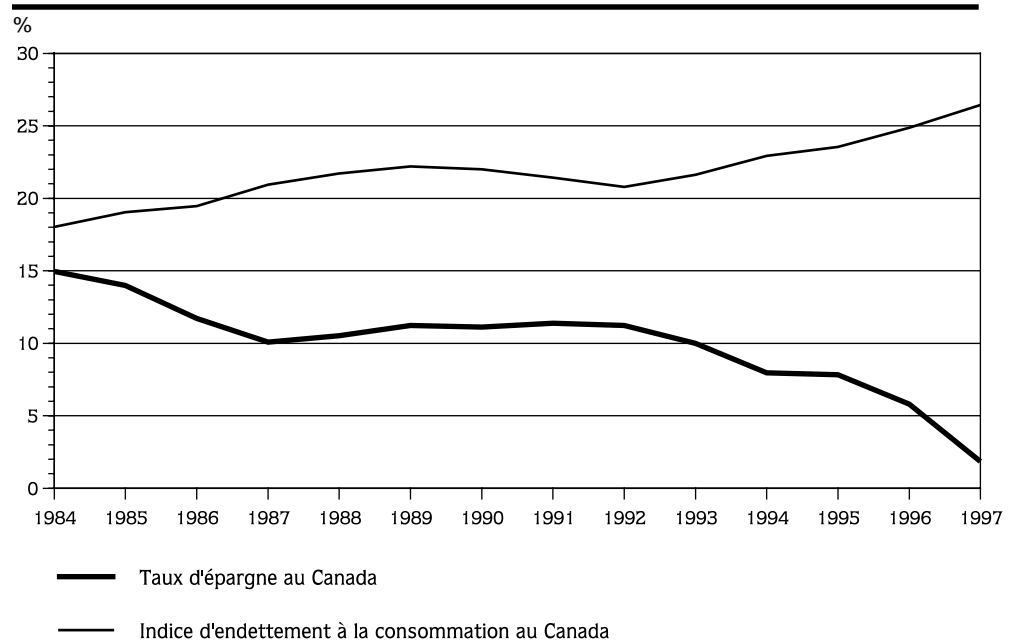
La principale différence dans l'évolution de l'indice entre le Québec et le Canada se situe en 1995, 1996 et 1997. La hausse des taux d'intérêt survenue en 1995 n'a pas freiné la croissance de l'endettement pour des fins de consommation de l'ensemble des Canadiens, contrairement aux Québécois. Le niveau plus élevé du revenu personnel disponible au Canada, par rapport à celui du Québec, est sans aucun doute responsable de ce constat. De plus, les baisses successives du revenu personnel disponible (en dollars constants de 1992) survenues en 1996 et 1997 ont été plus fortes au Québec que dans l'ensemble du Canada.

Tout comme cela a été le cas dans l'économie québécoise, la réduction du taux d'épargne a été largement mise à contribution afin de réduire l'impact sur la demande de crédit qu'a

suscité une croissance des dépenses excédant celle du revenu personnel disponible. Le taux d'épargne canadien qui s'élevait à 15,0 % en 1984 atteint 7,8 % en 1995, 5,8 % en 1996 et 1,8 % en 1997.

Au Canada, on observe également de 1990 à 1996 une baisse du pourcentage des dépenses personnelles attribuables à l'acquisition de biens durables ou semi-durables un peu supérieure à celle qui s'est manifestée au Québec, sans pour autant être accompagnée d'une diminution du crédit à la consommation. L'endettement à des fins de consommation de biens non durables s'est donc produit aussi dans l'ensemble du Canada, mais à un rythme plus accentué qu'au Québec, l'indice d'endettement à la consommation progressant plus rapidement au Canada qu'au Québec.

Figure 5  
Indice d'endettement à la consommation et taux d'épargne au Canada, 1984-1997



**ÉVOLUTION COMPARÉE  
DE LA SITUATION DES  
MÉNAGES FACE À  
L'ENDETTEMENT AU  
QUÉBEC ET AU CANADA**

Le crédit à la consommation moyen des ménages au Québec, en dollars constants de 1992, s'est accru de 25,2 % entre 1984 et 1997. Durant la même période, les dépenses moyennes des ménages n'ont augmenté au total que d'un maigre 1,8 %, pendant que leur revenu disponible moyen enregistrerait une diminution de 11,4 %

La croissance de l'endettement s'est donc réalisée non pas sous l'effet d'une augmentation sensible des dépenses, mais plutôt en contrecoup d'une baisse du revenu disponible moyen des ménages. Cependant, il est important de considérer qu'au total, le revenu personnel disponible en dollars de 1992 a tout de même augmenté de 16,0 % dans l'ensemble de l'économie québécoise entre 1984 et 1997, et que c'est l'augmentation de 30,9 % du nombre des ménages qui explique la baisse de la moyenne du revenu disponible des ménages durant cette période. La croissance du

nombre de ménages s'explique d'une part, par une augmentation de 11,7 % de la population et, d'autre part, par des facteurs socioculturels qui ont modifié les conditions de vie des Québécois, notamment le nombre accru de divorces, de séparations et de situations monoparentales. Les coûts partagés dans un ménage, tel le logement, ne sont pas nécessairement divisibles sans que le total n'augmente lors d'une séparation, alors qu'en même temps, de nouvelles dépenses peuvent apparaître tels les coûts de gardiennage, de transport, etc. La multiplication du nombre de ménages présente donc un double effet, à savoir la diminution du revenu disponible moyen et une pression à la hausse sur des dépenses que l'on pourrait qualifier de difficilement compressibles. Ceci explique, en partie, la hausse du crédit à la consommation attribuée à l'achat de biens non durables.

Figure 6  
Variation des dépenses moyennes et du revenu disponible moyen des ménages au Québec, 1985-1997

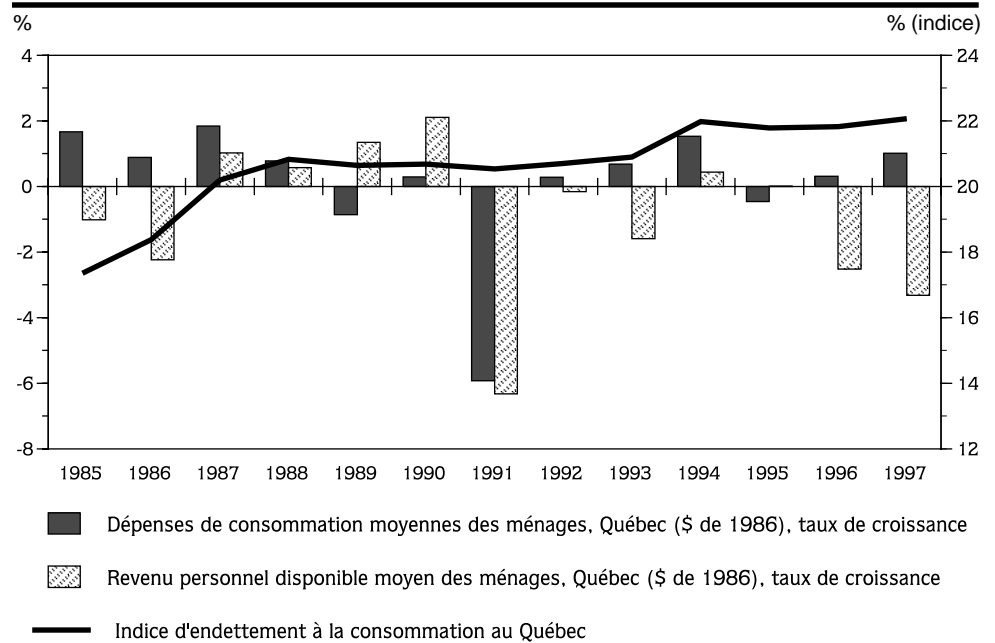
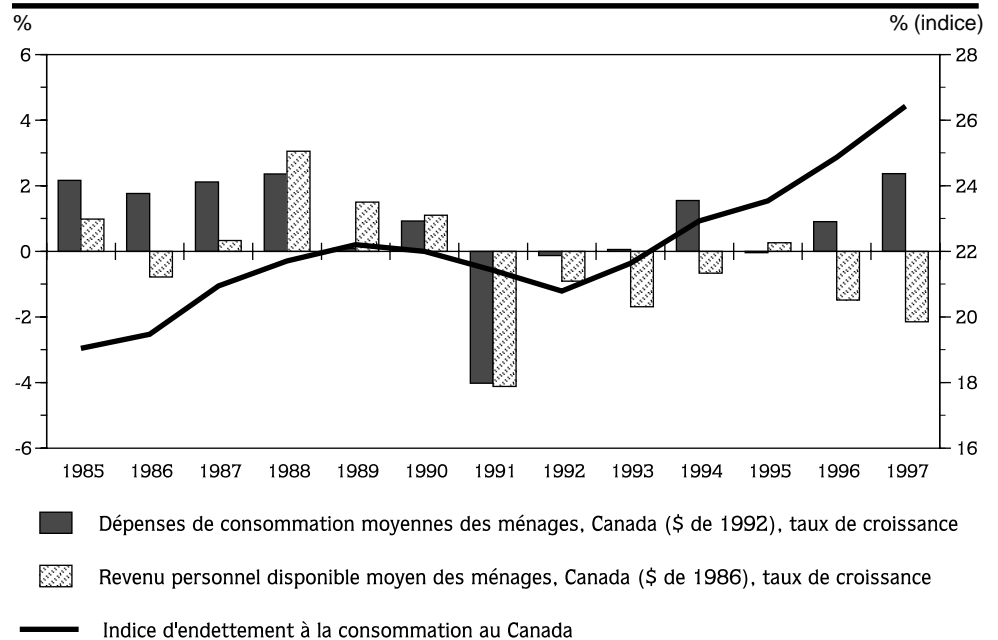


Figure 7  
Variation des dépenses moyennes et du revenu disponible moyen des ménages au Canada, 1985-1997

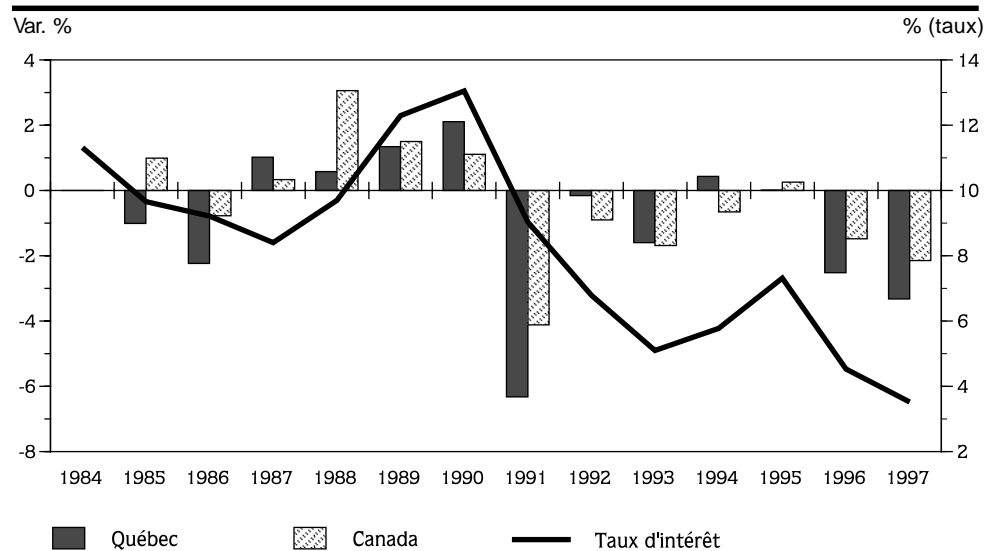


Par ailleurs, la baisse du revenu disponible moyen des ménages entre 1984 et 1996 ne s'est pas produite petit à petit au cours de la période, mais a connu deux épisodes de baisses importantes qui, à elles seules, représentent un peu plus que la diminution totale enregistrée de 1984 à 1997. L'apparition de ces deux périodes de baisses, la première qui survient en 1991 et la seconde en 1996 et 1997, coïncide avec un resserrement de la politique monétaire canadienne. La hausse marquée des taux en 1989 et 1990 précède une chute de 6,3 % du revenu disponible moyen des ménages au Québec en 1991, alors que la hausse des taux, quoique plus modeste, enregistrée en 1995 est préalable à des baisses de 2,5 % et 3,3 % du revenu disponible moyen des ménages au Québec en 1996 et 1997.

La baisse du revenu disponible moyen des ménages canadiens s'est effectuée d'une façon

moins brusque qu'au Québec en 1991 et lors de celle de 1996 et 1997, dans la mesure où la baisse de 10,3 % enregistrée au Canada, contre celle de 12,9 % observée au Québec, s'est davantage étalée sur la période. Au Canada, le revenu disponible moyen des ménages diminue de 4,1 % en 1991, contre 6,3 % au Québec et de 3,6 % en 1996 et 1997 par rapport à 5,8 % au Québec. On observe que 90,4 % de la baisse de 12,9 % du revenu disponible des ménages au Québec s'est réalisée en 1991, 1996 et 1997, alors que pour l'ensemble des Canadiens cette proportion est de 72,0 %. En conclusion, sur le plan du revenu moyen des ménages, il semble que l'économie du Québec ait subi de façon plus prononcée et plus subite la hausse des taux d'intérêt de 1989, 1990 et 1995 que l'économie canadienne prise dans son ensemble.

Figure 8  
Variation annuelle du revenu disponible moyen des ménages, 1984-1997





## Principales données relatives à l'endettement des ménages au Québec et au Canada, 1984-1997

Année	Indice d'endettement à la consommation		Taux d'épargne		Nombre de ménages		Crédit à la consommation moyen des ménages en \$ constants de 1992	
	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada
	%	%	%	%	000	000	'000 000 \$	'000 000 \$
1984	15,62	18,03	14,01	14,97	2339	8 986	6 418	7 945
1985	17,35	19,04	11,65	13,99	2411	9 253	7 056	8 472
1986	18,38	19,47	8,78	11,72	2473	9 447	7 309	8 596
1987	20,19	20,94	7,94	10,09	2510	9 642	8 111	9 276
1988	20,83	21,70	7,58	10,52	2577	9 833	8 414	9 905
1989	20,64	22,20	9,12	11,22	2663	10 174	8 449	10 282
1990	20,68	22,00	10,50	11,13	2667	10 203	8 646	10 303
1991	20,54	21,42	10,46	11,38	2778	10 487	8 041	9 617
1992	20,70	20,79	10,53	11,22	2806	10 690	8 094	9 250
1993	20,89	21,63	8,77	9,99	2842	10 886	8 037	9 462
1994	21,97	22,93	7,78	7,97	2881	11 051	8 490	9 962
1995	21,78	23,54	7,89	7,83	2937	11 243	8 416	10 253
1996	21,83	24,86	5,44	5,79	2995	11 412	8 220	10 671
1997	22,07	26,43	1,52	1,84	3062	11 580	8 036	11 098

Année	Revenu personnel disponible moyen des ménages en \$ constants de 1992		Dépenses personnelles moyennes des ménages en \$ constants de 1992		Dépenses personnelles en biens durables et semi-durable en \$ constants de 1992		Taux officiel d'escompte base annuelle
	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada	Canada
	'000 000 \$	'000 000 \$	'000 000 \$	'000 000 \$	%	%	%
1984	41 088	44 056	34 733	36 712	24,65	23,68	11,31
1985	40 672	44 490	35 310	37 508	25,29	24,41	9,65
1986	39 762	44 141	35 623	38 170	25,37	24,79	9,21
1987	40 167	44 287	36 278	38 976	25,70	24,81	8,4
1988	40 398	45 640	36 558	39 896	25,72	24,89	9,69
1989	40 940	46 322	36 242	39 931	24,71	24,27	12,29
1990	41 802	46 833	36 347	40 299	23,39	22,93	13,05
1991	39 158	44 901	34 194	38 677	22,23	21,54	9,03
1992	39 094	44 494	34 289	38 629	21,69	21,05	6,78
1993	38 469	43 741	34 523	38 649	21,41	20,75	5,09
1994	38 635	43 451	35 052	39 248	22,19	21,44	5,77
1995	38 639	43 562	34 888	39 230	22,08	21,38	7,31
1996	37 664	42 916	34 995	39 583	22,04	21,26	4,53
1997	36 412	41 992	35 350	40 522	22,77	22,10	3,52

Note générale concernant les sources des données :

- les données sur le revenu, les dépenses et l'épargne au Québec proviennent des publications trimestrielle et annuelle de la Direction des comptes économiques du BSQ, alors que celles concernant l'ensemble du Canada sont tirées des travaux de Statistique Canada;
- les données sur la population et le nombre de ménages ont été produites par Statistique Canada.